Forme, fond, sens.

Le compte rendu du dernier Conseil municipal dans le journal Sud Ouest du 13 mars dernier, était intitulé : « La forme a été plus discutée que le fond ».

Dix neuf dossiers à l'ordre du jour dont nous vous relaterons la teneur exacte dans un prochain article, appuyé sur un enregistrement fidèle du débat.

Quand on vous annonce des passes d'armes entre l'opposition et l'édile-président, sachez qu'elles n'ont pas reposé uniquement sur la forme, mais essentiellement sur le fond. Le correspondant local du journal, peut-être sous influence d'un censeur de la mairie, semble ignorer le vrai sens du mot « fond » par rapport à la « forme » -ce dont nous doutons cependant.

Les observations de l'opposition portaient bien sur le fond des problèmes soulevés, à savoir :

- le rapport d'orientation budgétaire (ROB),
- l'annulation par la préfecture de 3 délibérations concernant le domaine public de la commune, par transfert en domaine privé, pour cession à Aquitanis,
- la décision se rapportant à la présentation du nouveau PLU. Précisions :

1- le ROB ne fait pas l'objet d'un vote, c'est un débat préalable au vote du prochain budget. Comme le dit son titre, c'est un rapport. L'opposition, contrairement à ce qui est écrit, n'a pas précisé qu'elle ne le voterait pas. Les observations faites portaient bien sur le fond, dans la mesure où les chiffres annoncés en dépenses courantes, ne permettaient pas de situer exactement quel report d'excédent permettrait de financer 8 M€ d'investissements futurs, claironnés sans financement prévisionnel défini.

2- Les 3 dossiers retoqués par la préfecture, sur des arguments que nous avons développés, portaient également sur le fond, s'agissant de faire en sorte que les terrains propriété du domaine public de la ville -inaliénables selon la loi- devaient faire l'objet d'une délibération propre pour transfèrement au domaine privé de la ville, lequel est aliénable, et par conséquent cessible à un quelconque acquéreur, Aquitanis en l'occurrence. Si les services préfectoraux ont répondu positivement à nos observations, c'est qu'ils avaient reconnu juridiquement leur bien fondé.

3- la délibération présentant le projet de PLU était, elle aussi, contestable sur le fond car, comme le prévoient les articles du CGCT, tout dossier concernant le PLU (de même que ceux relatifs aux finances), doit être présenté aux élus à l'appui d'un document exploitable, préalablement au Conseil municipal, ce qui n'avait pas été le cas, car il était annoncé comme consultable « prochainement », sans que cette consultation fut facilitée jusqu'au jour du Conseil.

Notion élémentaire de droit :

juger « au fond », c'est s'appuyer sur des bases, des connaissances solides d'un dossier, alors que la « forme » répond à l'apparence, la manière de présenter.

Par conséquent, avant d'user et même d'abuser de ces termes, il est utile d'en connaître le sens. {jcomments on}